

LIBERTE, LIBERTE CHERIE...

En prononçant ces paroles de notre hymne national, apprécions-nous toujours à sa juste valeur le prix de ce bien, le plus précieux qui soit au monde : la LIBERTE ?

Un tiers seulement - la France en est - des pays membres des Nations Unies pratique le respect des Droits de l'Homme auxquels ils ont souscrit. Dans les deux autres tiers, les détenteurs du pouvoir les bafouent systématiquement et nos journaux nous livrent chaque jour notre ration de cruautés, de violences, de tortures, l'Afrique et l'Amérique Latine se taillant la plus large part.

Ces événements nous paraissent lointains ; il nous semble impossible que pareilles violations des libertés se produisent chez nous et, pour cela, ils ne nous atteignent pas au plus vif.

PRISONNIER...SANS SAVOIR POURQUOI !

Il y a pourtant tout près de nous, à Epinay, une famille qui subit cruellement les conséquences de la dictature du général Videla en Argentine.

Le fils aîné - Yves DOMERGUE - a disparu dans ce pays en septembre 1976. Pourquoi ? Nul ne le sait : aucun motif d'inculpation, aucun procès. Le jeune homme, âgé de 23 ans, était élève ingénieur. Il possédait des papiers en règle et n'avait aucun contact avec les opposants au régime. Il avait tenu à rester à Buenos-Aires pour y terminer ses études, lorsque - après 15 ans de séjour en Argentine - ses parents avaient regagné la France en 1974.

Dès qu'il apprend la disparition de son fils, M. DOMERGUE quitte Epinay pour se rendre à Buenos-Aires, puis à Rosario et à la Plata, les trois villes où Yves pourrait être détenu. Il fait vite, se



tenant en liaison téléphonique permanente avec l'Ambassade de France : faire une démarche pour un disparu, c'est être soi-même suspect et risquer le même sort que celui qu'on recherche. Il revient à Epinay sans le moindre renseignement.

C'est en décembre 1976, qu'une lettre anonyme, écrite en mauvais français, parvient à la famille ; elle indique qu'Yves DOMERGUE a été «raflé» en pleine rue par une patrouille de soldats, qu'il est détenu à l'arsenal 121 de Rosario et qu'il est toujours en vie, en dépit des tortures subies.

Alertée aussitôt, l'Ambassade de France - malgré ses promesses - se contentera d'une démarche écrite qui recevra comme seule réponse : «Inconnu dans cette juridiction».

DES DEMARCHES AU PLAN INTERNATIONAL

La famille DOMERGUE ne se décourage pas pour autant ; elle intervient auprès des journaux français, suisses. Force est de reconnaître que c'est la presse de gauche qui fait le plus large écho à ses appels angoissés.

Les parents d'Yves multiplient les démarches auprès du Quai d'Orsay, des hommes politiques les plus éminents. Ils alertent l'O.N.U., l'UNESCO, AMNESTY INTERNATIONAL, l'ACAT (Action des chrétiens contre la torture), la Fédération des Droits de l'Homme, la Croix Rouge Internationale. Ils écrivent au Pape, au Président Carter, pour qu'ils fassent pression sur le gouvernement argentin.

Jusqu'à présent, toutes ces interventions sont restées vaines : Yves DOMERGUE reste introuvable de même que 10 autres Français sur les 21 arrêtés illégalement en Argentine.

L'action menée en commun ayant plus de poids, les DOMERGUE, ont créé avec les autres familles de détenus et de disparus : l'A.P.A.F.D.D.A.U. (Association des Parents et Amis des Français détenus ou disparus en Argentine et en Uruguay.)

Et ils continuent d'espérer malgré l'inquiétude grandissante, les nuits sans sommeil, leur souffrance, portée avec une admirable dignité.

En relatant ces faits, «La Voix d'Epinay» a voulu leur exprimer et sa sympathie et son soutien.

UN SILENCE COMPLICE ?

On ne peut s'empêcher pourtant de se poser quelques questions sur la mollesse des réactions du gouvernement français et, de ses représentants en Argentine, depuis le début de la répression.

Combien courageuse, énergique, efficace, avait été l'action menée par l'Ambassadeur de France au Chili - François de Menthon - lors du renversement par la force du gouvernement Allende en septembre 1973 ! Que de vies humaines avaient alors été épargnées !

Nos représentants à Buenos-Aires seraient-ils plus préoccupés par la lutte contre le «Communisme» ? Ou par la préparation de la Coupe du Monde de foot-ball ?

MENER UNE ACTION EFFICACE

A.P.A.F.D.D.A.U.

Cette Coupe du Monde, le Général Videla en fait une tribune de propagande pour son régime.

Fallait-il boycotter cette grande manifestation sportive ? Les avis sont partagés, même par des hommes encore plus soucieux de Liberté et de Justice que de Sport.

Ce qui est certain, c'est qu'il faut utiliser ce moment où les regards du monde entier se portent vers l'Argentine pour dénoncer la torture, les arrestations arbitraires, quotidiennes dans ce pays.

Les initiatives de l'A.P.A.F.D.D.A.U., Celles de Simone Signoret, de Françoise Sagan, méritent d'être soutenues : défendre la Liberté c'est aussi notre affaire.

La pression de l'opinion publique doit amener le gouvernement français à exiger du gouvernement argentin la publication du nom des détenus, des disparus et la Libération d'innocents tout aussi dignes d'intérêt que ceux de Mauritanie, du Tchad ou du Zaïre.

8.000 Détenus, 15.000 disparus en Argentine depuis le Coup d'Etat de Mars 1976.

Il ne s'agit plus seulement d'IDÉES, il s'agit d'HOMMES.

Et cela en vaut la peine !

Madeleine LALLEMENT

Association des Parents et Amis
des Français Disparus ou Détenus
en Argentine et en Uruguay

Elle regroupe notamment les parents et amis d'Yves Domergue, les familles des deux religieuses disparues en Argentine et les membres de leur communauté religieuse.

Elle donne plus de poids à leurs interventions aux plans national et international.

Son avocat-conseil est Maître Jacques MIQUEL qui a été l'avocat des parents des otages du Polisario.

Adhésions

Adresser la demande d'adhésion avec chèque bancaire ou postal à :

APAFDDAU
128, rue de Paris
94300 VINCENNES

Cotisation libre pour être membre bienfaiteur

Cotisation de 100 F minimum pour être membre associé

21 FRANÇAIS ont disparu ou
sont détenus en
ARGENTINE et en
URUGUAY

